

Existe-t-il une exception démocratique islandaise ?

Lionel CORDIER

Sept ans se sont écoulés depuis le début de la crise économique et politique qu'a traversée l'Islande en 2008. Les tentatives de rénovations de sa constitution, ses positions hétérodoxes en matière de finance et la vivacité politique de sa société civile ont suscité la curiosité certes, pourtant ces faits étonnants peinent encore à mobiliser la science politique.

Petit pays en tête des classements internationaux pour son confort de vie, son Indice de Développement Humain (IDH)¹ ou l'égalité homme/femme, la presse internationale a découvert avec la crise une île que l'on imaginait jusque là sans histoire et sans problèmes. À ce titre, la crise économique brutale de 2008 vient bousculer un ensemble de représentations où l'Islande était rattachée sans grand examen à la sphère scandinave et à son supposé modèle. Daniel Chartier a depuis remarquablement montré² les contorsions rhétoriques auxquelles ont dû alors se livrer les grands médias francophones et anglo-saxons pour rendre cohérent un discours qui avait ignoré les faiblesses structurelles de la société islandaise.

Référendums Icesave, nouvelle constitution, éruptions de l'Eyjafjallajökull puis de Holuhraun, le traitement médiatique de l'Islande se révèle encore largement parcellaire et événementiel. Mais il ne semble pas se limiter à la sphère journalistique : à l'exception de l'Histoire médiévale et de la linguistique, les sciences humaines et sociales rechignent à occuper un terrain qui peut se révéler bien plus complexe qu'il n'en a l'air. Pourtant les sujets d'intérêts ne manquent pas, l'actualité politique de l'île a été particulièrement riche entre la tentative d'une réécriture participative de la constitution, le rejet par référendum de plusieurs plans de restructurations de la dette publique ou la montée de nouveaux partis politiques atypiques. L'Islande reste un des seuls pays développés à avoir connu une tentative de refonte complète de ses institutions suite à la crise globale de 2008. De quelle façon avons-nous reçu et édulcoré ces expériences ? Quels sont les biais qui troublent notre vue dès lors que nous tentons de nous intéresser à cette île ?

Le processus constitutionnel

La crise économique et politique exceptionnelle que connaît l'Islande en 2008 et les manifestations qui s'en suivent devant le Parlement à Austurvöllur aboutissent à la démission du gouvernement de droite conservatrice de Geir Haarde en janvier 2009. Un an après l'Althingi, le Parlement islandais, constituée de la nouvelle coalition au pouvoir des sociaux-démocrates et des écologistes, adopte la loi 90.2010. Cette loi ou « Lög um stjórnlagathing », loi pour un parlement constitutionnel, explicite les mécanismes de révision constitutionnelle adoptés, révision constitutionnelle qui faisait partie des réclamations des manifestants de la place d'Austurvöllur. Elle permet la création du Forum National, assemblée tirée au sort, censée représenter la population islandaise, qui fonctionnera le temps d'une journée ; elle crée aussi une Constituante (25 membres élus issus de la société civile) qui devra s'inspirer des propositions réalisées par le Forum National pour réaliser le nouveau texte constitutionnel.

¹ Entre 2009 et 2013, l'Islande passe de la troisième à la treizième place en terme d'Indice de Développement Humain, restant donc tout de même largement dans le peloton de tête des pays les plus développés de la planète pour le PNUD, disponible sur hdr.undp.org/fr

² D. CHARTIER, *La spectaculaire déroute de l'Islande*, Presses de l'Université du Québec, 2010, 248 p.

Après de nombreux rebondissements juridiques, l'invalidation de l'élection de la Constituante par la Cour Suprême, la tenue d'un référendum aux résultats positifs pour le nouveau texte, le nouveau texte constitutionnel reste dans les limbes et n'a toujours pas été adopté. Aux législatives d'avril 2013, le Parti du Progrès et le Parti de l'Indépendance, qui avaient été évincés du pouvoir reviennent à la tête du gouvernement avec une coalition menée par Sigmundur Davið Gunnlaugsson. Le Parti du Progrès arrive en tête avec une campagne largement axée sur l'annulation des dettes immobilières (indexées sur des devises étrangères, celles-ci avaient explosé après l'effondrement de la couronne islandaise). Le parti reste par contre peu prolix sur le sort qui sera réservé au nouveau texte constitutionnel, plaidant tout comme le Parti de l'Indépendance pour sa réécriture par le Parlement, voire son abandon pur et simple. Le texte est aujourd'hui discuté au sein d'une commission parlementaire dont les présidents sont ouvertement hostiles à toute modification drastique de la Constitution actuelle, mais la défense du nouveau texte continue d'être un des points de bataille des nouveaux partis ayant émergés avec la crise notamment du Parti Pirate, aujourd'hui en tête des sondages, et le parti Avenir Radieux dont provient l'ancien maire de Reykjavik Jón Gnarr.

Visions romantiques du nord

Qu'il s'agisse de sa taille ou de sa position géographique, le pays est souvent mis de côté, rangé parmi les cas négligeables, ce qui lui vaut le qualificatif de « société marginale » par l'historien Karisson³. Ainsi les usages exotiques du cas islandais sont courants, et de même qu'il existe des formes d'orientalismes⁴, on peut estimer qu'il existe des formes de nordicisme ou de « septentrionalisme » d'une patente constance depuis plusieurs siècles. Mais pour les sociétés nordiques, la volonté d'utiliser des cadres analytiques provenant des études postcoloniales est extrêmement récente. Dans « The PostColonial North Atlantic » Lill-Ann Körber et Ebbe Volquardsen⁵ s'intéressent ainsi à la place des représentations du Groenland, de l'Islande et des Îles Féroé, à la fois chez leurs habitants et dans leurs relations avec la métropole danoise (toujours effective pour le Groenland et les Îles Féroé) et plus largement avec le continent européen. Les interrogations qui en découlent s'avèrent fertiles, non seulement pour aborder ces régions avec un œil nouveau, mais également parce qu'elles permettent de tester la solidité générale de ces nouveaux cadres d'analyse. Les travaux de Kristín Lofsdóttir⁶ s'avèrent par exemple très féconds sur les façons dont les Islandais peuvent contribuer eux-mêmes à la perpétuation de rapports ambigus avec l'étranger, et sur la façon dont l'explosion de la fréquentation touristique que connaît l'île actuellement vient les perpétuer. Alors qu'auparavant l'Islande était perçue par ses voyageurs comme un reliquat du passé médiéval de l'Europe nordique, l'accent est désormais mis non seulement sur la culture traditionnelle islandaise mais sur un rapport à l'environnement qu'on présume harmonieux. Lofsdóttir nous montre⁷ que ces projections influent également sur les discours que certains Islandais vont porter sur eux-mêmes, en particulier dans le souci constant de se dégager de la figure de l'étranger, du barbare, pour présenter le visage d'un Européen « comme les autres ». L'exemple du mouvement « In Defense », porté notamment par le Parti du Progrès, l'un des deux principaux partis de droite du pays, est un bon exemple de la récurrence de cette volonté d'apparaître comme « le bon élève » aux yeux de l'Europe et des États-Unis. La mise sur la liste des États terroristes de l'Islande par Gordon Brown en 2008 suite à la chute de la banque islandaise Icesave incite alors de nombreux Islandais à envoyer des photos d'eux-mêmes avec le

³ G. KARISSON, *Iceland's 1100 years: the history of a marginal society*, Londres, C. Hurst & Co. Publishers, 2000, 418 p.

⁴ Voir bien entendu E. SAID, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, [Orientalism, 1978], Le Seuil, 1980, 392 p.

⁵ E. VOLQUARSDSEN & L-A. KÖRBER, *The Postcolonial North Atlantic, Iceland, Greenland and the Faroe Islands*, Nordeuropa-Institut der Humboldt-Universität, Berlin, 2014.

⁶ K. LOFSDÓTTIR, "The loss of innocence, The Icelandic financial crisis and colonial past", in *Anthropology Today* Vol.26, n°6, December 2010, p. 9-13.

⁷ K. LOFSDÓTTIR "Icelandic Identities in a Postcolonial Context" in E. VOLQUARSDSEN & L-A. KÖRBER, *The Postcolonial North Atlantic, Iceland, Greenland and the Faroe Islands*, Berlin, Nordeuropa-Institut der Humboldt-Universität, 2014, p. 67-82.

slogan « Do I look like a Terrorist ? ». Kristín Lofsdóttir observe des similitudes entre cette réaction et celle d'étudiants islandais lors de l'exposition coloniale danoise de 1905, où le souci était également de se distinguer des « vrais barbares » (cette fois les Groenlandais) et non pas de remettre en cause des systèmes d'oppressions plus globaux.

Si les mythes orientalistes servent à construire un « double inversé » et au monde occidental à se définir en filigrane, les usages politiques faits du modèle nordique semblent quant à eux davantage servir à tracer des horizons souhaitables, à pointer ce que seraient des sociétés européennes idéales. Ils oublient finalement de définir le monde nordique, et l'utilisent davantage comme un miroir. L'indigence scientifique d'une telle dénomination est aujourd'hui reconnue⁸ car elle nous empêche de saisir les particularités des sociétés nordiques. La spécificité du cas islandais relève ainsi de ce double étiquetage : d'une part son appartenance aux sociétés nordiques, et de l'autre sa position historique d'ancienne colonie danoise, située en marge de l'Europe. À cela se conjugue également une variable nationaliste importante qui reste souvent minimisée par les observateurs internationaux mais reste majeure pour comprendre les grandes orientations politiques du pays, qu'il s'agisse de sa non-adhésion à l'UE ou des refus essuyés par les référendums Icesave de remboursement de la dette. Elle s'aide entre autres de la formation de mythologies nationales autour de l'Histoire et de la langue islandaise, qualifiées de « deux mamelles du nationalisme islandais » par Hálfðánarsson⁹. L'un des exemples les plus emblématiques reste la proclamation faite par l'Althingi d'être « le plus vieux parlement du monde », même si le parlement originel, né effectivement en 930, a peu à voir avec son successeur et n'a disposé que de très peu de pouvoirs durant les 700 ans de tutelle coloniale. En intégrant la démocratie représentative au rang des valeurs nationales, on affaiblit d'autant plus toute critique des institutions parlementaires ou de leur fonctionnement et la société islandaise est présentée comme démocratique dans son essence. L'existence de corruption ou de réflexes clientélistes est aussi oblitérée en se rattachant à l'exemplarité nordique, alors que le travail de la Commission Spécial d'Investigation réalisé suite à la crise a par exemple clairement mis en évidence l'amateurisme et les nombreux dysfonctionnements de la classe politique islandaise.

Un certain nombre de discours mettant l'accent sur la « virilité viking » et « l'esprit de conquête islandais » lors de la bulle financière précédant la crise ont été aussi analysés depuis, par exemple l'usage du terme de « Business Viking » par le président, le gouvernement ou la chambre de commerce islandaise de Londres en est l'une des caractéristiques les plus frappantes. L'accent est alors mis sur leur esprit de conquête, sur la prise de risque, et le « pillage » des richesses de l'étranger. Les références à « l'âge d'or » islandais sont alors fréquentes, comme par exemple lorsque Jón Ásgeir, un de ces nouveaux hommes d'affaires, fait construire une statue de trois mètres d'un célèbre viking islandais dans ses bureaux de la City.

Comme signalé plus haut enfin, l'usage du référendum pour refuser les plans de remboursements des actionnaires étrangers a été aussi un moment d'affirmation nationaliste face à l'humiliation internationale de l'Islande, qui de modèle devient un exemple de faillite économique et politique. Le mouvement « In Defense » et la droite islandaise se retrouvent notamment dans cette image du petit pays résistant vaillamment aux diktats des puissances étrangères, tandis que l'autocritique des élites politiques sur leur gestion économique reste faible, l'Islande ne devenant qu'une des victimes d'une crise beaucoup plus globale sur laquelle elle n'avait pas prise.

⁸ Voir notamment Y. AUCANTE, *Les démocraties scandinaves, des systèmes politiques exceptionnels ?*, Armand Colin, 2013 ou la revue *Nordiques, Réceptions et rejets des modèles nordiques / Björn Larsson : le plus français des écrivains suédois*, n°25, Printemps 2013.

⁹ G. HÁLFÐANARSON, & N. KIZILYÜREK, "Two Islands of History: 'History Wars' in Cyprus and Iceland" in C. BILSEL, K. ESMARK, N. KIZILYÜREK, et Ó. RASTRICK (dir.), *Constructing Cultural Identity. Representing Social Power*, Pisa: Edizioni Plus – Pisa University Press, 2010, p. 1–17.



Figure 2. « Le Viking moderne », vu par une célèbre marque de vêtements islandais ; Credit 66°North

L'impératif de la réflexivité

Les terrains de recherche qui s'ouvrent depuis cinq ans ne manquent pas, mais demandent pour cela d'effectuer un travail réflexif de nos propres vues sur l'île. La société islandaise connaît d'importants cas de corruptions (dont une partie apparaît au grand jour depuis la crise), des relations ambiguës avec la Russie, et des tensions sociales notables depuis la crise économique (grèves récurrentes dans les secteurs de la santé et de l'éducation). Pourtant le terrain islandais n'a été que rarement exploré par la science politique française, et la seule thèse francophone ayant jamais été rédigée sur le sujet et réalisée par Michel Sallé date de 1968... Il n'existe ainsi à ce jour aucun ouvrage d'analyse scientifique qui n'ait été rédigé spécifiquement sur les conséquences politiques de la crise qu'a subi le pays en 2008-2009.



Figure 3. Manifestations devant le Parlement, place d'Austurvöllur, CC OddurBen

Les manifestations qui ont suivi ont été pourtant les plus importantes depuis 1945 et l'adhésion du pays à l'Otan. Se déroulant devant le Parlement, place d'Austurvöllur, elles se caractérisent également par l'implication du monde du spectacle et de certains intellectuels, qu'il s'agisse par exemple d'Horður Torfasson, chanteur et militant LGBT, ou de Njörður Njarðvík, écrivain, par leur écho international, mais aussi par leur réclamation de la démission du gouvernement de droite de Geir Haarde et l'écriture d'une nouvelle constitution, ce qu'elles obtiendront. Le travail d'une Commission spéciale d'Investigation, à laquelle participera notamment la juge Eva Joly, montrera également d'importants dysfonctionnements au sein de l'administration politique islandaise et la méconnaissance des mécanismes financiers dont le pays profitait pourtant grandement. Pour la première fois un ancien Premier ministre, Geir Haarde, est

mis en examen et déclaré coupable de la faillite du pays à titre symbolique, et plusieurs responsables de banques écopotent finalement de peines de prison en 2015, donnant raison aux discours mal-informés et enthousiastes qui circulaient les années précédentes à propos de la crise islandaise.

L'utilisation de ces manifestations, puis du processus constitutionnel qui a suivi ne s'est pas limité à l'île mais semblent au contraire avoir été l'objet de mythologisations importantes durant les protestations ayant parsemées le monde plus d'un an après. À ce titre le cas islandais mérite également l'attention car il précède les manifestations des Indignés ou d'Occupy Wall Street mais porte des mots d'ordre similaires dans sa critique de la corruption, des élites politiques, et sa revendication de davantage de démocratie. L'instrumentalisation des événements islandais n'a pas échappé aux biais d'exotisme cités précédemment, et ceux-ci sont particulièrement visibles pour le cas espagnol, comme l'a montré notamment le journaliste catalan Éric Lluent. De notre côté les entretiens réalisés auprès de militants islandais font aussi état d'un décalage important entre les attentes des publics étrangers et les réalités vécues et exprimées par ces mêmes militants. Voilà par exemple ce que nous en disait un militant puis député du Mouvement des Citoyens, formation politique née des manifestations :

Ce qui s'est passé ici, ils en entendent juste l'histoire, et beaucoup de gens pensent que nous avons une nouvelle constitution. Ils pensent que nous avons mis tous les banquiers et les politiques en prison, et bien sûr ce n'est pas comme ça, c'est loin d'être le cas. (...) En 2008 et 2009 il y avait tellement de groupes venus discuter, essayant de lire, et bien sûr (...) la plupart des gens ne lisent pas vraiment, ils restent à flotter à la surface et je pense que les Islandais font exactement pareil par rapport à l'Amérique du Sud, comme ce que l'Espagne ou l'Écosse font avec l'Islande. Ils n'essayent pas de comprendre comment les choses se sont vraiment passées et comment elles ont fini.¹⁰

Ainsi encore une fois, les événements islandais sont retranscrits, sont instrumentalisés comme des symboles de l'exceptionnalisme nordique et servent à produire une mythologie dans laquelle peuvent se retrouver les manifestants de 2011. Cette construction du « mythe islandais » de la victoire sur les élites politiques en dit finalement davantage sur les attentes des manifestants du 15M ou d'OWS que sur le cas islandais lui-même.

Le terrain islandais est d'autant plus intéressant qu'il est plus facile de suivre les réseaux de militants se tresser à l'international, entre le début et la fin des manifestations, du fait de leur faible nombre. Là encore, sans modifier radicalement des savoir-faire ou leur reproductibilité, la faible population islandaise permet avant tout de retracer des relations interpersonnelles. De tels voyages d'idées se retrouvent aussi dans la mise en place de la nouvelle constituante. Par exemple selon le témoignage d'une des membres de *Maurabúfan*, une des associations citoyennes ayant impulsé le processus, c'est un environnementaliste étatsunien, Paul Hawken, qui semble avoir soufflé l'idée du tirage au sort afin d'obtenir une assemblée aux profils les plus divers.

A contrario, le processus constitutionnel islandais semble par la suite avoir inspiré plusieurs expériences en Écosse ou en Irlande, et amené également des indépendantistes catalans à s'y intéresser de plus près : des militants et des membres de la Constituante islandaise sont invités par exemple par le mouvement « Procés Constituent a Catalunya ».

De nouveaux horizons politiques

La tentative de réécriture de la constitution islandaise reste une grande première à l'échelle mondiale, même si son contenu et son déroulement ont été souvent relayés de façon caricaturale à

¹⁰ Entretien réalisé le 29.09.2014.

l'étranger. Contrairement aux gros titres qui avaient été lancés dans la presse internationale faisant d'elle la « Constitution 2.0 », l'usage d'internet est par exemple grandement à nuancer. La participation sur le web se résumait à un usage des réseaux sociaux sans aucun encadrement légal quant à la prise en compte des propositions qui pouvaient y apparaître. La diffusion des versions successives de la nouvelle constitution ainsi que des enregistrements des réunions de la Constituante restent néanmoins des points plus marquants du processus. Les techniques d'élaboration du texte, avec la tenue d'une assemblée tirée au sort puis la mise en place d'une constituante de personnalités extérieures au cénacle politique, méritent aussi notre attention.



Figure 4. Page facebook de la Constituante

Son échec actuel, loin de condamner l'expérience, se révèle aussi une source considérable d'informations sur l'état des relations entre le personnel politique et la population insulaire, sur l'état des conceptions de la démocratie, des représentations de ce que doit être une délibération juste. L'élaboration des premières formes d'assemblées tirées au sort révèle des parentés singulières entre groupes écologistes, féministes et management entrepreneurial. L'usage du tirage au sort, loin d'avoir été pensé conceptuellement en amont, est plutôt considéré alors comme un simple outil d'agrégation d'opinions. Il y aurait également beaucoup à explorer dans les conflits de légitimité apparus au fil du processus entre Parlement, Constituante et Cour Suprême qui sont autant de symptômes d'une fragilisation importante des institutions représentatives lors de la crise.

Quant au texte présenté par la Constituante, il présente des mesures inédites en droit constitutionnel, telles que la proclamation de la propriété par la nation des ressources naturelles du pays, un droit à l'information et à la transparence gouvernementale, mais aussi les droits de l'enfant, et des protections spécifiques pour les animaux et les espèces en danger. Elle en édicte également certaines d'apparence contradictoire, avec un renforcement de la Présidence et en même temps un mécanisme de référendum d'initiative populaire parmi les plus ouverts au monde (10% du corps électoral).

L'argument de la taille, souvent utilisé pour éviter tout débat sur la possibilité d'une reproductibilité des dispositifs participatifs islandais, reste peu défendable. Certes, la taille de la population islandaise est comparable à celle d'une ville comme Nantes, mais le maire de Nantes n'est pas doté de pouvoirs lui permettant de décider de sa politique étrangère, d'immigration ou de gestion des ressources naturelles. Autrement dit comme toute nation indépendante l'Islande est dotée de structures institutionnelles similaires à ses voisins et doit donc affronter les mêmes jeux classiques du pouvoir et de la politique. S'il y a un effet de la taille sur la conduite politique du pays, alors il faudra le trouver davantage dans des dynamiques de réseaux, dans les liens familiaux,

affectifs ou l'usage de la cooptation, visibles lorsque l'on s'intéresse aux grandes familles possédantes du pays, ou à leurs liens avec la LIU, principale association de lobbying pour l'industrie de la pêche, encore très puissante.

La formation du Forum National qui constituait la première étape de la réécriture de la constitution, a par exemple peu à voir avec une question d'échelle. En effet la mise en place d'un échantillon représentatif par l'usage du tirage au sort s'embarrasse peu de ces considérations, et il serait tout à fait possible de reproduire de telles assemblées pour des pays plus grands, voire à l'échelle d'un continent comme l'Europe. A contrario il est aussi possible que des logiques de réseaux aient influé sur les élections de la Constituante, mais il faudrait pour cela mener une étude approfondie sur les liens existants entre les élus et leurs électeurs et prouver également qu'elles ne résultaient pas d'expositions médiatiques précédentes.

Enfin, depuis plus de six mois, l'institut de sondages islandais MMR place le Parti pirate en tête des intentions de vote, devant le Parti de l'Indépendance, le plus ancien parti de droite du pays. Créé en novembre 2012, le parti pirate est issu du Mouvement des Citoyens, qui se réclamait lui-même des manifestations de la place d'Austurvöllur qui avaient abouti à la démission du gouvernement en janvier 2009. On ne manquera pas également de rappeler les liens importants que celui-ci entretient avec Wikileaks (Birgitta Jónsdóttir, l'une de ses députés, en était aussi la porte-parole sur l'île) qui avait amené un temps Snowden à envisager l'asile en Islande. En parallèle, la mise en place de l'IMMI (International Modern Media Institute), portée également par des membres du parti, vise à élaborer un ensemble de lois pour faire du pays un « paradis informationnel » et protéger les lanceurs d'alerte. Si l'on y rajoute en parallèle la tenue de Commissions d'investigations auxquelles a participé notamment Eva Joly, et le travail mis en ligne de la Constituante, cet ensemble d'initiatives montre que l'exigence de la transparence a également émergé aux côtés de critiques plus classiques sur la classe politique. Le parti possède actuellement trois élus au Parlement, au côté d'un autre parti issu des contestations, Avenir Radieux, qui avait vu l'humoriste anarchiste Jón Gnarr devenir maire de la capitale. Il est ainsi tentant d'établir des parallèles entre ce parti et ceux qui ont bourgeonné en Europe à partir des grandes manifestations de 2010, et de voir si la vague d'intérêt que connaît actuellement le Parti Pirate perdurera jusqu'aux prochaines élections législatives de l'automne 2016.

Au cours de cette brève présentation des enjeux politiques et épistémologiques que portent l'étude du cas islandais, nous aurons donc tenté de montrer que les discours classiques portant sur un supposé exceptionnalisme islandais nous font généralement perdre de vue des éléments essentiels de l'analyse des événements de 2008 et de leurs suites : le poids du nationalisme islandais et d'un roman national sans cesse retravaillé ; la « mythologisation » de la révolution des casseroles à l'étranger ; et enfin la position particulière de l'île dans la circulation internationale des idées, entre influences scandinaves, européennes et nord-américaines.

Pour aller plus loin

* Site du Forum National (en anglais) : <http://www.thjodfundur2010.is/english/>

* Site de la Constituante (en anglais) : <http://stjornlagarad.is/english/>

* Nouvelle Constitution (en anglais) : http://stjornlagarad.is/other_files/stjornlagarad/Frumvarp-enska.pdf

* Un article de Grapevine, sur le « mythe islandais » en Espagne (en anglais) :

<http://grapevine.is/news/2015/05/29/the-icelandic-myth-in-spanish-media/>

* Sondage du MMR du 4 août 2015 (en islandais) : <http://mmr.is/frettir/birtar-nieurstoeur/485>

Publié dans laviedesidees.fr, le 3 mai 2016

© laviedesidees.fr